



Chez FORD

la lutte continue !

7 juillet 2017 : journée d'action

Après avoir capté 46 millions d'euros d'argent public depuis 2013, la direction de FORD orchestre la fermeture du site de Blanquefort. Elle joue sur la misère sociale d'autres pays pour y affecter sa production malgré les promesses en France pour continuer d'encaisser l'argent public et de se servir de l'espoir des salarié-e-s.

Plus de 900 salarié-e-s sont concerné-e-s, sans compter les emplois induits (sous-traitants, entreprises partenaires).

Plus que jamais, la lutte contre les licenciements concerne tou-te-s les salarié-e-s : Ford, GM&S, Tati, Michelin, Antargaz, Primagaz etc. Le patronat est à l'offensive, conforté par le gouvernement qui veut faciliter les licenciements avec ses projets de loi contre le code du travail :

- *Précariser davantage les salariés*

Extension des contrats de chantier ou de mission à la place des CDI, qui incluent le licenciement dans le contrat de travail. Sortir du code du travail les quelques règles qui concernent les CDD et l'intérim : durée maximale, nombre de renouvellements, période de carence... C'est un recul grave en particulier pour toute la jeunesse !

- *Plafonnement des indemnités prud'homales*

On parle ici de limiter les indemnités suite à un licenciement illégal !

- *Faciliter les plans de licenciement*

Modifier le périmètre du plan de licenciement pour les groupes internationaux, sans tenir compte des profits de l'ensemble du groupe. On voit à quoi une telle mesure peut servir à une multinationale comme Ford qui fait 12 milliards \$ de bénéfices net avant impôt !

C'est pour cela qu'il y a urgence à se mobiliser toutes et tous ensemble, à construire la convergence des luttes pour **contrer ce projet de loi, interdire les licenciements et répartir le travail entre tou-te-s !**

RASSEMBLEMENT DEVANT LA PRÉFECTURE DE BORDEAUX

EN SOUTIEN AUX FORD

Vendredi 7 Juillet – 14 h